



LA NATION

LA GUADELOUPE AUTHENTIQUE EN MOUVEMENT

HEBDOMADAIRE: QUATRIEME ANNEE - N°120- 5 MAI 2009

«LA GWADLOUP SE TAN NOU; LA GWADLOUP A PA TA YO»

**40.000
GUADELOUPEENS
DEFILENT A PETIT CANAL
LE PREMIER MAI.**

**LE MOIS DE MAI EST LE MOIS DE
LA GUADELOUPE.**

**CONNAITRE LE PROJET
DE LA BOURGEOISIE
GUADELOUPEENNE**

SOMMAIRE

EDITORIAL : MAI, LE MOIS DE LA GUADELOUPE

GUADELOUPE :

LE PROJET DE LA BOURGEOISIE DE LA GUADELOUPE ;
LES PROPOSITIONS DU PCG ;
LE PESSIMISME ECONOMIQUE EN GUADELOUPE ;
LE 1 MAI LA GUADELOUPE SE MOBILISE.

LE MONDE EN MOUVEMENT :

HUGO CHAVEZ CRITIQUE LES USA ;
VICTOIRE DES CONSERVATEURS AU PANAMA ;
LES NATIONS UNIES CONDAMNENT ISRAEL ;
MEDVEDEV UN AN APRES ;
LA BANQUE MONDIALE AU CHEVET DES ECONOMIES AFRICAINES ;
AU NEPAL LES MAOISTES SE RETIRENT ;
LES 100 JOURS D' OBAMA .

CULTURE

NOUS AVONS LU POUR VOUS
PATRICIA BRAFLAN TROBLO

BOURSE , PETROLE ET CHANGE

LE BILAN HEBDOMADAIRE

DROIT EN GUADELOUPE ET DROIT

LA COUR DE CASSATION PRECISE EN MATIERE D'EGALITE DES SALAIRES ET DES PRIMES .

EDITORIAL

MAI : LE MOIS DE LA GUADELOUPE

Le mois de mai est très important pour la nation Guadeloupéenne .Dans les années 1789, dès la prise de conscience que notre nation existait , le peuple de la Guadeloupe et son armée eurent à affronter pour défendre leur état en construction un rude combat contre un corps expéditionnaire français dépêché par NAPOLEON en mai 1802. Le bilan fut terrible : 2100 morts ; 3000 guadeloupéens suspectés de sympathie avec l'armée guadeloupéenne furent déportés ; des hommes d'une grande valeur furent tués comme IGNACE et DELGRES. Les colonisateurs vont dans la foulée installer une chape de plomb sur la Guadeloupe afin de supprimer l'identité guadeloupéenne notamment en utilisant l'école. Ce crime n'a jamais été jugé et les français n'ont jamais présenté pour ce génocide d'excuses à notre peuple ni indemnisé les familles alors que les békés l'ont été .Les 26 et 27 mai 1967 les militaires français répriment dans le sang une grève pacifique des ouvriers du bâtiment .Près d'une centaine de nos compatriotes sont tués .Des femmes et des hommes de qualité comme NESTOR disparaissent .Les coupables n'ont toujours pas été jugés et les victimes indemnisées.Le mois de mai est donc pour les guadeloupéens authentiques le mois de la Guadeloupe . Mois du souvenir :nous demandons aux guadeloupéens de consacrer ce mois à se souvenir de la détresse de nos ancêtres massacrés par la FRANCE .Mois de réparation :les crimes perpétrés par la France ne doivent pas rester impunis. Nous exigeons excuses publiques, condamnation et réparation. Mois enfin d'affirmation de notre identité et de notre volonté inébranlable de construire un pays libre , qui nous appartient et débarrassé de toute pwofitasion.FAISONS DU MOIS MAI 2009 UNE ETAPE IMPORTANTE DU MOUVEMENT COMMENCE LE 20 JANVIER.

JEAN PAUL ELUTHER

POLITIQUE

LE PROJET DE LA BOURGEOISIE GUADELOUPEENNE

La bourgeoisie guadeloupéenne a de tous temps défendu avec acharnement voire férocité le colonialisme du welfare state qu'elle a érigé en 1946 après des années de vaines demandes. La France longtemps hostile en raison de son idéologie impériale et républicaine en a finalement accepté la direction non sans difficulté car elle en craignait le coût. Le colonialisme du welfare state est un modèle de fonctionnement d'un pays qui juxtapose aux structures coloniales l'interventionisme social de l'état du pays capitaliste qui colonise. Le welfare state est l'ensemble des interventions étatiques visant à assurer un certain niveau de sécurité et de bien-être social à l'ensemble de la population. Cela découle de la reconnaissance par l'État de sa

responsabilité en matière de gestion des risques directement reliés à la vie en société. Ces interventions visent principalement la démarchandisation de certains services jugés essentiels, la redistribution - horizontale et/ou verticale - de la richesse entre les différentes composantes de la société, et l'établissement d'une certaine solidarité. Les notions de droits sociaux et de progrès social doivent être assurées par l'État. Afin de permettre une optimisation du système, de profondes modifications ont été apportées à l'économie. Les capitalistes guadeloupéens ont donc réorienté leurs investissements vers le secteur commercial et ont transformé notre pays en supermarché type économique original. Dans le même temps la France a associé la bourgeoisie à l'administration du pays et non à son gouvernement en y appliquant ses règles de fonctionnement des collectivités locales avec la création du département et de la région. A chaque crise du système ou à chaque revendication solide, la bourgeoisie réclame à la France une extension de son pouvoir comme solution aux problèmes posés afin maintenir sa main mise sur la société guadeloupéenne mais sans nécessairement obtenir satisfaction, la France étant méfiante pour des raisons de coût. La crise qui affecte aujourd'hui notre pays révélée brutalement par le mouvement engagé par le LKP a créé les conditions pour une intervention des maîtres du système. Le gouvernement de la France considérant que le colonialisme du welfare state lui coûte trop cher organise des états généraux pour imposer son plan qui comporte une plus grande implication financière des institutions guadeloupéennes qu'elle contrôle et un désengagement financier. La majorité socialiste qui domine le conseil général et le conseil régional s'empresse de réunir un congrès pour débattre de l'avenir politique autour des articles 73 et 74 de la constitution française et va proposer une assemblée unique qu'elle présente comme une solution révolutionnaire. Cette réponse est contraire au droit international et inadéquate :

- Contraire tout d'abord au droit international de la décolonisation. Les gouvernements français et leurs alliés guadeloupéens craignant ce droit, ils obligent les peuples des pays que la France colonise à appliquer leur règle pour se décoloniser. Il est particulièrement grave que communauté internationale ne dénonce jamais ses coups de force juridiques.

- Inadéquate pour la Guadeloupe d'autre part. La solution de la bourgeoisie se caractérise par le refus de s'attaquer aux fondements du colonialisme qui se trouvent principalement dans l'économique, le social et l'idéologique c'est-à-dire au sein du moteur de la production des richesses solidement détenu par un capitalisme aux origines diverses. Elle vise à accroître les pouvoirs d'un groupe social et va donc renforcer la profitation, la domination de notre pays, les discriminations et le mépris. Les autorités françaises qui restent méfiantes en raison de sa peur des dérives notamment financières se dit prête à accompagner ce mouvement à la condition que son interventionisme ne lui coûte pas trop cher.

C'est pourquoi, nous dénonçons ce projet qui maintient les rapports de domination coloniaux et renforce le pouvoir de la bourgeoisie sur notre pays avec l'aide bienveillante de la France qui se voit reconnaître le droit de faire accepter la profitation par les autres groupes sociaux. De plus, le colonialisme du welfare state détruit nos solidarités, isole les individus, développe l'assistanat, exclut ceux nombreux qui ignorent leurs droits sociaux et décourage les producteurs de richesse guadeloupéens. **Le projet que nous préconisons est fondamentalement différent. Ce ne sont pas les modifications apportées aux superstructures politiques qui changent la société. C'est une action radicale menée au**

quotidien dans les sphères économique, social et culturel qui va créer les conditions d'avènement de la nouvelle société que nous voulons. C'est ce

mouvement qui a commencé le 20 janvier 2009 avec la mise en mouvement du peuple et dont le thème central est l'éradication des profits et de la domination coloniale qui illustrent bien les tares de ce système. Ce mouvement doit à la fois détruire l'ordre ancien et jetter les bases d'un pays Guadeloupe nouveau construit autour de la solidarité, de l'équité, de la liberté collective de la communauté Guadeloupe, de la transparence et de la culture guadeloupéenne. Tout le reste n'est que tentative pour maintenir un ordre économique, social, politique et culturel qui détruit la Guadeloupe et les guadeloupéens. Nous devons donc dénoncer en permanence le projet de la bourgeoisie guadeloupéenne et les gesticulations des autorités françaises complices du maintien d'un ordre social contraire aux intérêts de notre peuple. Cette politique implique que nous organisons la cogestion du système arrachée par le mouvement du peuple. Cette dernière bien entendu ne doit pas viser à faire accepter par le peuple un système qui de toute façon est inique. Il s'agit du cadre de l'action nouvelle qui doit permettre d'accélérer la construction de la Guadeloupe que souhaite le peuple.

LE PCG PROPOSE : «An liyannaj pou décolonizé péyi-la»

« La tâche que nous avons à résoudre est celle de la décolonisation de la Guadeloupe. Cela signifie la libération du peuple guadeloupéen de toute tutelle politique étrangère. Nous abordons la question de la décolonisation en posant le préalable de l'existence d'un peuple guadeloupéen et la reconnaissance de son droit légitime à l'Autodétermination. Dans le contexte d'aujourd'hui, marqué par toutes sortes de manœuvres et d'initiatives pour détourner ou effacer toutes aspirations des Guadeloupéens à choisir librement le modèle d'organisation politique et économique de leur choix, le Parti Communiste Guadeloupéen prend l'initiative de s'adresser directement et individuellement aux organisations politiques et sociales de la Guadeloupe pour présenter sa stratégie qui s'articule autour des points suivants :

La mise en œuvre d'une démarche unitaire associant les parlementaires guadeloupéens pour demander l'abrogation de l'article 72.a de la Constitution Française faisant de la Guadeloupe une population dans le peuple français.

La conduite d'une action sur le plan international pour déterminer un groupe de soutien qui portera la demande de réinscription de la Guadeloupe sur la liste des pays à décoloniser à L'ONU. La première étape pourra être la participation d'une délégation politique guadeloupéenne à la réunion du comité spécial de décolonisation de l'ONU qui se tiendra du 12 au 16 mai 2009 à Saint-Kitts et Névis.

La détermination d'une majorité politique pour exiger le report des élections régionales de 2010.

L'obtention de l'élection d'une Assemblée constituante, élue à la proportionnelle intégrale avec comme compétence l'élaboration d'un projet de statut politique pour la Guadeloupe.

L'organisation d'une consultation populaire vers 2011-2012, sur la base du projet de statut élaboré par la constituante.

La Constitution d'un «Front patriotique pour un Etat Autonome de Guadeloupe» chargé de diriger la lutte de libération nationale démocratique anti-impérialiste du peuple guadeloupéen.

Le Parti Communiste Guadeloupéen fera avancer ce travail en collaboration avec ses partenaires politiques avec lesquels il travaille depuis deux ans, tout en continuant à assumer ses responsabilités sur le front des luttes sociales avec le LKP dont il est membre. Il rendra compte à chaque étape des avancées de ce travail aux Guadeloupéens ».

ECONOMIE

LE PESSIMISME ECONOMIQUE GUADELOUPEEN

A écouter la presse, les guadeloupéens et la France qui nous gouverne, rien ne va dans le domaine économique. Certains ajoutent bien entendu que la faute en incombe au LKP qui a provoqué une crise. En réalité nous sommes frappés par une crise économique qui a deux composantes, l'une guadeloupéenne et l'autre externe. Elle provoque des anticipations négatives de la part des ménages et des entreprises ce qui déprime la conjoncture, renforce la récession et prépare la dépression. Sa cause est à rechercher dans la faiblesse de la dépense privée bridée par le rationnement du crédit imposé par les banques et les incertitudes des dépenses publiques. Plusieurs constats peuvent être faits : l'accession à la propriété est gelée ; les entreprises de leur côté trouvent difficilement des financements pour leurs projets d'investissement. Seul le crédit à la consommation se maintient avec cependant des taux élevés et parce qu'il s'accompagne de procédés expéditifs en cas de non remboursement (saisies). La panne du crédit comprime donc à court terme la demande et à moyen terme l'offre. La situation est aggravée par des données psychologiques : le développement d'un comportement de prudence des ménages qui craignent l'avenir. Rien d'étonnant : face aux difficultés les acteurs modifient leur comportement.

QUE FAIRE DONC ? Il faut UNE POLITIQUE DE RELANCE fondée sur l'utilisation de dépenses publiques supplémentaires de façon à déjouer puis à renverser les anticipations quelque soit la dette publique qui en résultera. Les épargnants étant à la recherche de placements sécurisés, ils sont preneurs d'emprunts des organismes publics. La relance est cependant un art difficile. Pour réussir, elle doit remplir un certain nombre de conditions. Tout d'abord, elle doit être massive pour compenser autant que possible la contraction de la demande privée. Les dépenses publiques doivent représenter un pourcentage élevé du PIB, au moins le montant de la récession. Ensuite, elle doit faire effet le plus rapidement possible. Ainsi aux

investissements lourds comme les infrastructures dont les délais de réalisation sont longs il faut préférer les dépenses rapides comme les grosses réparations et les aides aux plus démunis comme les chômeurs, les jeunes et les retraités. Notons cependant que dans ce cas l'effet multiplicateur est amputé par un certain nombre de fuites vers l'épargne et les importations : une partie du pouvoir d'achat distribué n'est pas consommé. Il est donc indispensable de cibler les agents économiques qui sont les plus exposés à la crise et qui ont la propension à consommer la plus importante. Il faut donc encadrer la propension à importer. Enfin, la réussite d'un plan de relance dépend de la capacité qu'ont les pouvoirs publics à rendre crédible leurs actions.

Que dire des actions de relance menées en Guadeloupe ? Elles posent problème au regard des conditions posées et risquent d'avoir un faible impact sur l'économie. D'une part la multiplicité des pouvoirs publics et leurs oppositions nuisent à la lisibilité des actions menées. De plus, acteurs économiques et sociaux ne font pas confiance aux décideurs qui sont incapables de leur vendre leur produit de relance. Par ailleurs le montant mobilisé n'est pas connu et est probablement modeste au regard du PIB. La centralisation à Paris des mesures allonge considérablement les circuits de dépenses supplémentaires. Enfin les règles budgétaires restrictives des collectivités locales limitent sensiblement la capacité des organismes publics locaux à dépenser car elles ne peuvent emprunter que pour financer des investissements. La forte propension à importer de notre économie qui nous a été imposée est un terrible handicap qui est rarement pris en considération. La recession dans ces conditions risque de se transformer rapidement en dépression ce qui aggravera le chômage et la pauvreté.

Pour éviter un échec qui pénaliserait les guadeloupéens les plus fragiles nous préconisons un véritable plan de relance guadeloupéen, massif, rapide, managé dans la transparence et encadrant strictement les fuites en matière d'épargne et d'importations.

SOCIAL

LE 1 MAI LA GUADELOUPE SE MOBILISE

JEAN PAUL ELUTHER ET JOSE AYASSAMY ont participé avec les autres membres du LKP à PETIT CANAL à la grande fête du premier mai. A la suite de cette manifestation **JEAN PAUL ELUTHER** a déclaré :

« Nous remercions les 40.000 guadeloupéens qui ont répondu aux appels des membres du collectif LKP. A PETIT CANAL, ville de notre regretté camarade BINO et espace dédié à alimenter le scandaleux esclavage que la France n'a toujours pas indemnisé, le peuple guadeloupéen a de nouveau montré la force de son unité, sa détermination et sa volonté sans faille de continuer la révolution guadeloupéenne commencée le 20 janvier 2009. Il a ainsi donné une réponse claire aux manigances du gouvernement français et à ses supplétifs du DEPARTEMENT, DE LA REGION et

du MEDEF expression de la bourgeoisie guadeloupéenne qui encore une fois veulent duper et manipuler notre peuple en renforçant la dépendance , la domination et l'assistance sociale. Les guadeloupéens ont donc choisi. Ils savent que l'évolution politico statutaire que préconisent les conservateurs socialistes et libéraux comme seule réponse à la crise de notre pays est contraire au droit international de la décolonisation et inadéquate. Il s'agit d'un piège dressé par la bourgeoisie guadeloupéenne en étroite concertation avec les autorités françaises pour renforcer les bases d'une société fondée sur le mépris, la colonisation et la profanation. Ils savent qu'ils ont engagé une révolution qui vise à détruire l'ordre colonial dans toutes ses composantes et construire un nouveau pays exemplaire . Cette GUADELOUPE sera libre, solidaire, équitable, performante dans le domaine économique et appartiendra aux guadeloupéens Les priorités pour les jours et les semaines à venir seront :

Faire respecter les accords signés avec le gouvernement,

Faire appliquer dans toutes les entreprises l'accord BINO en incitant les employeurs à apposer leur signature afin que tous les salariés bénéficient des augmentations prévues ,

Contraindre le gouvernement et ses supplétifs guadeloupéens à verser dès le mois de mai leur contribution en matière salariale ,

Engager partout les négociations annuelles obligatoires pour reconstruire un système de classification et de hiérarchie des salaires plus conforme à l'équité sociale et à la solidarité ,

Engager les négociations pour permettre à toutes les entreprises quelque soit leurs effectifs d'avoir une représentation du personnel,

Engager des négociations pour renforcer la présence des salariés dans le capital des entreprises,

Engager des négociations pour augmenter les rémunérations des retraités , des chômeurs et des étudiants. »

LA REDACTION

LE MONDE EN MOUVEMENT

AMERIQUE LATINE ET CARAIBE

HUGO CHAVEZ CRITIQUE UN RAPPORT DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN

Le président vénézuélien Hugo Chavez a condamné le rapport du Département d'État américain sur le terrorisme, dans lequel Caracas est accusé d'« attention insuffisante » envers le problème, et a appelé une nouvelle fois Barack Obama à lever le « blocus sauvage » de Cuba, ont rapporté samedi les médias locaux. Jeudi, le Département d'État américain a publié un rapport sur le terrorisme qui critique la « sympathie idéologique » de Chavez pour les groupements rebelles de gauche, ce qui limite, aux yeux des diplomates américains, « la coopération entre le Venezuela et la Colombie dans la lutte contre le terrorisme », ainsi que la protection insuffisante des frontières vénézuéliennes. Ces affirmations ont provoqué l'ire de M. Chavez qui les a « résolument démenties », estimant qu'il s'agissait d'une « nouvelle calomnie ». « Au nom du peuple vénézuélien je rejette cette nouvelle agression de l'empire américain. C'est un nouveau déshonneur, c'est une honte et une agression contre notre pays », a déclaré le président Chavez dans son intervention devant la manifestation qui s'est déroulée à Caracas le 1er mai. Selon lui, s'il y a un pays « qui lutte contre les peuples du monde en faisant appel à des méthodes violentes, illicites et terroristes depuis cent ans et même plus, ce sont à coup sûr les États-Unis ». « Obama a déclaré qu'il souhaitait des changements. Mais il ne s'agit pas de négociations mais d'actes réels (...). Prouvez que vous souhaitez des changements. Arrêtez ce blocus sauvage de Cuba. Si le blocus n'est pas levé, toutes ces phrases seront un mensonge et une farce », a lancé le président vénézuélien. Les rapports entre les États-Unis et le Venezuela, déjà tendus à l'époque du président George Bush, ont connu une crise en septembre 2008, lorsque Chavez, après avoir accusé Washington d'organiser des complots contre le président bolivien Evo Morales, a expulsé du pays l'ambassadeur américain. La première rencontre des présidents vénézuélien et américain s'est déroulée dans le cadre du sommet des Amériques en avril dernier.

AU PANAMA VICTOIRE DES CONSERVATEURS

Le candidat conservateur a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle au Panama, hier soir, par le Tribunal électoral. Martinelli était crédité de 59,74% des voix. Sa rivale Balbina Herrera, du Parti révolutionnaire démocratique (gauche), recueillait quant à elle 37,73%. Cette victoire était attendue: Ricardo Martinelli était donné largement favori par les sondages. Il s'agit ainsi d'un virage à droite pour ce pays, petit mais stratégique. Environ 5% du commerce mondial y transite. En dépit de sa popularité, le président sortant, le social-démocrate Martin Torijos (56,6% des opinions positives) qui a notamment lancé des travaux d'élargissement du canal de Panama en 2007, n'a pas su garder les électeurs dans le giron de la gauche. Les

politologues estiment que la préférence marquée du candidat de droite est liée à l'inégalité des revenus que les sociaux-démocrates n'ont pas comblée dans ce pays de 3,3 millions d'habitants, où la croissance atteindra en 2009 entre 3 et 5 % du PIB, en grande partie grâce aux travaux entrepris sur le canal, un investissement de 5,2 milliards de dollars. En dépit de cette croissance, 28,6% de la population vivent encore sous le seuil de pauvreté et 11,7% dans un état d'extrême pauvreté. Martinelli est un homme d'affaires qui a reçu une éducation aux États-Unis et possède la chaîne de supermarchés Super 99, qui domine la grande distribution au Panama. Il a l'intention, s'il l'emporte, de construire des ports, de grands axes routiers. Il souhaite en outre attirer les investisseurs étrangers en allégeant la fiscalité les concernant. Herrera, âgée de 54 ans, a un passé de militante anti-américaine et ses liens anciens avec Manuel Noriega, qui fut l'homme fort du pays jusqu'à l'invasion américaine de 1989, éloignent d'elle une partie de l'électorat. Noriega, qui est en prison aux États-Unis pour trafic de drogue et blanchiment d'argent, affirme qu'il s'était caché dans la résidence de Herrera alors qu'il était en fuite, après l'invasion américaine de la fin 1989. Le troisième candidat en lice était l'ancien président Guillermo Endara, âgé de 71 ans, loin dans les sondages.

MOYEN ORIENT

LES NATIONS UNIES CONDAMNENT ISRAËL

L'ONU a appelé hier Israël à geler les ordres de destruction de maisons arabes à Jérusalem-est, affirmant que quelque 60 000 Palestiniens étaient menacés de perdre leur logement si toutes les constructions non autorisées devaient être rasées. L'Office de l'ONU pour la coordination des activités humanitaires (OCHA) a affirmé dans un rapport qu'«au moins 28 % des maisons palestiniennes à Jérusalem-est ont été construites sans les permis nécessaires», la municipalité israélienne de la ville n'accordant ces permis qu'au compte-gouttes aux résidents arabes dans la partie occupée et annexée de Jérusalem. «En conséquence, au moins 60 000 Palestiniens sur les 225 000 qui habitent à Jérusalem-est risquent de voir leur habitation détruite par les autorités israélienne», a ajouté l'OCHA. Selon le rapport, 1500 ordres de démolition ont à ce jour été émis à Jérusalem-est. «S'ils devaient être appliqués, cela déplacera près de 9000 personnes, dont environ un moitié d'enfants». L'OCHA affirme que seulement 13 % de la superficie de Jérusalem-est, occupée par Israël en 1967 avant d'être annexée, étaient réservés par les autorités israéliennes à la construction palestinienne, «alors qu'un tiers de Jérusalem-est annexée a été confisqué au profit de projets de colonisation où habitent plus de 195 000 colons israéliens». Quelque 2000 constructions palestiniennes ont été détruites à Jérusalem-est depuis 1967, dont plus de 670 entre 2000 et 2008, selon le bureau des Nations unies. La politique israélienne en matière de construction «engendre un déficit de 1100 logements par an dans les communautés palestiniennes de Jérusalem-est, a affirmé l'OCHA. Les événements récents montrent que la municipalité de Jérusalem va maintenir et peut-être accélérer sa politique de démolition de maisons à Jérusalem-est», a ajouté le rapport. Dans ce contexte, l'OCHA «recommande aux autorités israéliennes de geler les ordres de destruction en attente d'application» et de mettre en oeuvre «une planification urbaine adéquate

pour remédier à la crise du logement à Jérusalem-est dans le cadre de leurs obligations en tant que puissance occupante». Rien que ces dernières semaines, la municipalité israélienne de Jérusalem, dirigé depuis décembre par Nir Barkat, un homme politique de droite, a émis des dizaines d'ordres de démolition de maisons construites sans permis dans des quartiers arabes, suscitant une levée de boucliers et des critiques de la communauté internationale. La municipalité de Jérusalem a dénoncé dans un communiqué le rapport de l'ONU et démenti les chiffres qu'il a avancés, tout en reconnaissant qu'«il y a une crise dans la planification non seulement à Jérusalem-est, mais dans l'ensemble de Jérusalem qui affecte aussi bien les juifs que les musulmans et les chrétiens». «C'est précisément pourquoi, pour la première fois en 50 ans, un plan directeur va être présenté dans les prochaines semaines», a ajouté ce texte en soulignant que «M. Barkat oeuvre au bien de tous les habitants de Jérusalem».

EUROPE

MEDVEDEV UN AN APRES

Deux événements clés ont marqué la première année de mandat de Dmitri Medvedev à la tête du Kremlin: la guerre éclair en Géorgie et la crise économique, sans précédent depuis la présidence de Boris Eltsine dans les années 1990. Le premier, trois mois après son arrivée au pouvoir le 7 mai, a été l'occasion pour le dauphin de Vladimir Poutine, devenu Premier ministre, d'affirmer son autorité. Le second, qui secoue toujours en profondeur l'économie russe après huit années de croissance exponentielle, génère des tensions au sein du couple exécutif au point que certains kremlinologues évoquent un risque de rupture entre les deux hommes. Sans parler de son style, plus sobre et pragmatique, Dmitri Medvedev a signalé sur le fond des velléités d'indépendance. L'attaque des troupes géorgiennes contre la région sécessionniste d'Ossétie du Sud, dans la nuit du 7 au 8 août 2008, a constitué le premier grand défi du président russe. La contre-offensive massive de l'armée russe a mis Tbilissi à genoux mais suscité la réprobation des puissances occidentales. Si Vladimir Poutine a, dans les premières heures du conflit, monopolisé les ouvertures des journaux télévisés en Russie, c'est Medvedev qui a annoncé la conclusion d'un cessez-le-feu puis la reconnaissance par Moscou des indépendances de l'Ossétie du Sud et de l'autre région séparatiste géorgienne d'Abkhazie. Et c'est aujourd'hui lui qui, en tant que commandant en chef des forces armées, répond aux perches lancées par Barack Obama, qui est, à 47 ans, de quatre ans son aîné, sur la mise en place d'un futur monde dénucléarisé. Comme son homologue américain, Dmitri Medvedev est le premier dirigeant russe à se servir copieusement d'internet. Lecteur assidu de la Toile - des articles de la presse étrangère concernant son pays aux sites des partis d'opposition - Medvedev publie son propre blog sur la page du Kremlin (www.kremlin.ru), contrairement à Vladimir Poutine qui n'utilisait, dit-on, que rarement internet et les courriels. Comme son homologue américain, Dmitri Medvedev est arrivé au pouvoir avec une grave crise économique à gérer. Le ministère de l'Economie table aujourd'hui sur une baisse de 6% du produit intérieur brut en 2009, ce qui constituerait la première contraction de croissance depuis 1998, quand la Russie se déclara en défaut sur sa dette et dévalua le rouble. A la fin

février, la Russie comptait 6,4 millions de chômeurs, soit 8,5% de la population active, un chiffre inédit depuis mars 2004. Face à cette récession, Medvedev a déclaré que sa première priorité était de garantir la stabilité sociale, sans se priver de critiquer la lenteur de la réponse gouvernementale à la crise, même s'il s'est gardé de viser directement Poutine. L'ancien président du monopole gazier Gazprom, classé parmi les libéraux, avait aussi averti contre le risque d'effrayer les milieux d'affaires lorsque Poutine avait accusé le groupe métallurgique Mechel d'évasion fiscale l'été dernier. Cotée en Bourse de New York, la société russe perdit plusieurs milliards de dollars de capitalisation boursière dans les deux jours suivant ces déclarations. Dans le même temps, l'ancien secrétaire général du Kremlin de Vladimir Poutine a laissé le Premier ministre au devant de la scène lors de la crise du gaz de cet hiver avec l'Ukraine et s'est retrouvé côte à côte avec son mentor pour prévenir les grandes entreprises du secteur privé que l'Etat n'entendait pas les renflouer toutes. Et s'il a placé les libertés, la propriété privée et l'indépendance de la justice au coeur de son mandat, beaucoup attendent toujours la concrétisation de ces engagements. "Il est clair que le président Medvedev, en promettant une société indépendante et des tribunaux honnêtes, a endossé un fardeau très lourd mais très important", a estimé le mois dernier l'ancien magnat russe emprisonné Mikhaïl Khodorkhovski lors d'un nouveau procès pour détournement de fonds, mettant au défi Dmitri Medvedev de tenir sa promesse.

AFRIQUE

LA BANQUE MONDIALE AU CHEVET DES ECONOMIES AFRICAINES

Donald Kaberuka, le président de la Banque africaine de développement (BAD), déclarait dimanche, à Washington, aux Etats-Unis, en marge de la réunion du Comité de développement de la Banque mondiale, que l'Afrique a été atteinte de plein fouet par la crise et qu'elle aura plus de peine que les autres régions du monde à en sortir. La Banque mondiale prévoit d'investir près de 3,6 milliards de dollars en Afrique, en vue de minimiser la baisse de la croissance dans le continent, a annoncé mercredi Obiagelo Katryn Ezekwesili, vice-présidente région Afrique de l'institution, au cours d'une vidéo-conférence. Une manne qui devrait sensiblement aider le continent. Le financement du programme d'appui aux infrastructures mis en place par la Banque mondiale en faveur de l'Afrique face à la crise économique va être porté de 600 millions à 3,6 milliards de dollars US, a annoncé, mercredi, Mme Obiagelo Katryn Ezekwesili, la vice-présidente région Afrique de la Banque mondiale. Cette perfusion financière devrait être injectée dans les secteurs les plus sensibles des économies africaines, notamment l'agriculture, la santé, l'éducation, les infrastructures énergétiques, ainsi que le transport, selon Mme Obiagelo Katryn Ezekwesili. L'objectif visé par la Banque mondiale est de protéger les couches sociales les plus vulnérables de la société africaine, en proie à d'énormes difficultés liées à la mauvaise conjoncture financière internationale actuelle. La crise financière internationale, née aux Etats-Unis il y a quelques mois, frappe de plein fouet les économies africaines, déjà gangrenées par le virus de la mauvaise gestion et les détournements de fonds publics. Elle se manifeste dans le continent par la baisse des flux des capitaux, la réduction des transferts de fonds effectués par les travailleurs immigrés, la diminution de l'aide au développement et la contraction de

la demande des matières premières. Le FMI et la Banque mondiale ont averti vendredi qu'en 2009 près de 90 millions de personnes de plus pourraient tomber dans la pauvreté en raison de cette crise, et que le nombre de celles n'ayant pas assez pour se nourrir pourrait dépasser le milliard. Selon Donald Kaberuka, le président de la Banque africaine de développement (BAD), qui s'exprimait dimanche à Washington, en marge de la réunion du Comité de développement de la Banque mondiale, la plupart des experts s'attendaient à ce que l'Afrique ne soit touchée par la crise que dix-huit mois après les autres régions, en raison de sa plus faible intégration avec le reste de l'économie mondiale. Mais les effets se sont fait sentir beaucoup plus vite que prévu. "Ma préoccupation est que lorsque la reprise arrivera, les pays africains repartiront beaucoup plus lentement", a-t-il dit. M. Kaberuka a ajouté qu'il n'attendait "pas de miracles" des réunions du FMI et de la Banque mondiale ce week-end à Washington. "Je ne m'attends pas à ce que des décisions soient prises mais j'espère que nous pourrions parvenir à une meilleure compréhension", a-t-il déclaré. Il faut espérer toutefois que la perfusion financière promise par la Banque mondiale aux pays africains permettra de soutenir les économies nationales africaines et ne sera pas détournée au profit des projets fantômes qui font souvent l'objet de grands matraquages médiatiques.

ASIE

NEPAL : LES MAOISTES SE RETIRENT

Le premier ministre maoïste du Népal a démissionné, un an à peine après avoir accédé au pouvoir en promettant de faire la synthèse entre socialisme et capitalisme. Les milieux d'affaires sont satisfaits. Mais les problèmes économiques demeurent. Le Népal n'est plus dirigé par un maoïste. Arrivé au pouvoir il y a un an pour mettre fin à la monarchie, le premier ministre Prachanda a annoncé sa démission lundi soir, dans une allocution télévisée. La veille, il avait limogé le chef de l'armée Rookmongud Katawal, contre l'avis du président Ram Baran Yadav, et contre l'avis des partis de la coalition au pouvoir. Prachanda n'a pas été suivi par ses alliés du gouvernement, le CPN-UML et le Nepal Sadbhawana qui ont protesté contre la décision unilatérale des Maoïstes. Le désaccord entre le parti maoïste et le chef de l'armée germe depuis le début de l'accession au pouvoir des maoïstes. Prachanda avait déclaré que les milices maoïstes intégreraient l'armée. Mais le chef de celle-ci a toujours refusé. D'où l'accusation de désobéissance dont il a fait l'objet. De nombreux jeunes qui faisaient partie de ces milices sont d'ailleurs revenus à Katmandou, lundi, pour prendre la tête des manifestations et crier leur colère dans les rues. Des manifestations identiques ont eu lieu aujourd'hui mardi. « La démission de Prachanda est une victoire pour la démocratie, pas à cause du départ des Maoïstes du gouvernement mais parce que cela reflète le début de l'âge adulte du processus démocratique du Népal » écrit aujourd'hui le quotidien The Himalayan. Si la communauté d'affaires du Népal voit d'un bon œil le départ de Prachanda, les hommes d'affaires s'inquiètent surtout de l'instabilité politique qui freine les investissements étrangers. « Le Népal n'a pas tellement ressenti la crise financière internationale mais nous souffrons beaucoup plus de l'instabilité politique que nous avons depuis trop d'années », estime ainsi une femme d'affaires népalaise. De plus, une grève qui dure depuis deux semaines dans le Terai bloque les passages de

camion et d'essence. Conséquences : les chauffeurs doivent attendre une nuit entière devant une pompe pour pouvoir prendre livraison de 500 roupies d'essence seulement. Les vendeurs de voitures voient leur commerce ralentir, car les véhicules neufs importés d'Inde ne passent plus. Point positif, toutefois, dans cette situation instable, les touristes sont revenus. Ils constituent la première source de devises du pays du sourire.

AMERIQUE DU NORD

LES 100 JOURS D'OBAMA

À l'occasion d'un discours marquant les cent premiers jours de sa présidence, Barack Obama a assuré, mercredi 29 avril, avoir commencé à tenir sa grande promesse de rebâtir les États-Unis. Le président a néanmoins prévenu les Américains qu'ils n'étaient pas au bout des épreuves qui ont marqué ces cent derniers jours. « Nous avons commencé à nous relever, à nous dépoussiérer, et avons entrepris de recomposer l'Amérique, mais il y aura des revers et il faudra du temps ». Le président démocrate, dont la cote de popularité dépasse les 60%, s'est exprimé devant ses concitoyens, lors d'un déplacement dans le Missouri, sur ses projets de réforme en matière de santé, d'éducation, ainsi que sur l'économie. « Nous avons commencé à nous relever et à nous dépoussiérer, et avons entrepris de recomposer l'Amérique », a-t-il clamé devant la foule. « Il y aura des revers. Il faudra du temps. Mais je promets de toujours vous dire la vérité sur les défis que nous affronterons », a-t-il déclaré dans la mairie d'Arnold, près de St Louis. M. Obama a résumé sa situation lors d'une conférence de presse où les questions l'ont conduit devant tous les foyers de crise : la grippe porcine, qui venait de faire un premier mort aux États-Unis, la récession, la déconfiture de l'industrie automobile, le Pakistan, l'Irak... En guise de bilan de ses cent jours, Barack Obama s'est dit « surpris par le nombre de questions capitales qui surgissent toutes au même moment ». « Je ne m'attendais évidemment pas à la pire crise économique depuis la Grande Dépression. Un président a en général deux ou trois gros problèmes, je pense. Nous avons sept ou huit gros problèmes », a-t-il dit. Si on lui disait aujourd'hui que tout ce dont il aurait à se soucier, ce serait « l'Irak, l'Afghanistan, la Corée du Nord, faire adopter une réforme de la couverture santé, trouver comment assurer l'indépendance énergétique, trouver comment traiter la question iranienne et une fièvre pandémique, j'accepterais le marché », a-t-il assuré. Barack Obama s'est également exprimé au sujet de la grippe porcine. Il a exclu de fermer la frontière avec son voisin mexicain. D'après ses experts, « ce serait comme fermer la porte de la grange après que les chevaux se sont échappés », a-t-il déclaré. On recense désormais 91 cas répartis dans dix États américains. La tradition de fêter les 100 premiers jours d'une présidence a été établie en 1933 par Franklin Delano Roosevelt, qui avait saisi l'occasion pour mettre en avant ses succès législatifs: en cent jours, il avait fait adopter quinze lois majeures par le Congrès. Depuis lors, aucun de ses successeurs à la Maison blanche n'a égalé ce bilan législatif. Mais le cap des cent jours est resté. Depuis son investiture le 20 janvier dernier, Obama a fait adopter un plan de relance de l'économie d'un montant de 787 milliards de dollars, puis a lancé une refonte du système de santé publique. Sur le plan international, les ouvertures à l'égard de l'Iran et de Cuba ont accompagné les nouvelles stratégies dans les deux

conflits en cours, l'Irak et l'Afghanistan. Ces cent jours, estime William Galston, enseignant à la Brookings Institution et ancien conseiller de Bill Clinton, sont « un repère entièrement artificiel ». Mais, ajoute-t-il, « nous avons beaucoup appris d'Obama et de sa personnalité. Reste que nombre de gens tirent du fait qu'il a enclenché un nombre considérable de choses ».

SOUS LA DIRECTION DE A. JEREMY

BOURSE , PETROLE ET CHANGE

LA SEMAINE BOURSIÈRE.

Huitième semaine consécutive de hausse, soit un record historique pour le CAC40 qui pulvérise le précédent datant de 2005 avec "seulement" six semaines de progression continue. L'embellie persistante a permis au CAC40 d'engranger sur une semaine écourtée pour cause de 1er mai +1,8% à 3159,85 points. Il affiche ainsi une avancée de +25,4% sur le point bas annuel du 9 mars et achève le mois d'avril sur une hausse de +12,5%. Il ne reste plus à regagner que +1,8% pour retrouver le niveau de début 2009 mais toutefois sans oublier un recul encore de -37,7% sur douze mois. A New York, le Dow Jones a enchaîné son deuxième mois consécutif de rebond (+15,7%) tandis que le SP500 s'apprécie de +1,3% sur la semaine gagnant +9,4% sur le mois et +30% sur son point bas sur douze ans, le 9 mars. Pour autant, le SP500 perd encore -2,9% sur l'année et -38% sur les douze derniers mois. Aux Etats-Unis, les statistiques économiques se sont une nouvelle fois avérées mauvaises (prix des maisons, revenus et dépenses des ménages, commandes industrielles ...) alors qu'était publiée la première estimation du Pib pour le premier trimestre en contraction annualisée de -6,1%, chiffre très supérieur aux attentes mais marquant une certaine stabilisation puisque le quatrième trimestre 2008 était à -6,3%. En dehors de l'effondrement des investissements, cette très mauvaise performance recouvre des signes encourageants : le très fort déstockage porte en germe un rebond technique ultérieur de la production, la résistance du commerce extérieur est plutôt de bon aloi de même que celle de la consommation. Quant aux indicateurs avancés (confiance des ménages, PMI de Chicago et surtout ISM manufacturier), ils ont poursuivi leur cheminement à la reprise générateur d'atmosphère positive. L'Europe a enregistré les mêmes tendances: mauvaises statistiques (cf. chômage) et bons indicateurs (cf. confiance et climat des affaires). Les observateurs ont à nouveau privilégié l'idée d'un horizon qui cesse de s'assombrir en opérant un tri sélectif entre mauvaises et bonnes nouvelles, prémice d'une marche vers une nouvelle tendance haussière des marchés. Les à-coups se poursuivent dans le secteur bancaire avec, par exemple, trois nouvelles faillites aux Etats-Unis portant ces dernières à 32 depuis le début de l'année versus 25 pour toute l'année 2008. De plus les marchés attendent toujours une "contrition spontanée" des dirigeants aux résultats ou comportement discutables et, à défaut saluent les départs ou démissions forcés dans une sorte de valse des banquiers (cf. Société Générale, Natixis ou Bank of America). Mais ils apprécient aussi les succès à l'instar de BNP

Paribas qui à l'issue d'une âpre bataille de sept mois contrôle, à bon prix, Fortis. Les survivants de la crise, cercle restreint de privilégiés, en sortent renforcés ce qui est plutôt de bon augure pour l'avenir. C'est ce qu'attendent de connaître, avec quelque appréhension, les investisseurs à propose des 19 plus grandes banques américaines soumises à des "stress tests" (test de résistance) dont les résultats seront dévoilés en fin de semaine. Qui seront les gagnants, à quel prix, la "grippe bancaire" va-t-elle toucher à sa fin ou la pandémie menace-t-elle encore ?

MARCHES DU PÉTROLE

Le prix du panier pétrolier OPEP (OPEC Reference Basket of crudes) a continué sa hausse, se maintenant pour la deuxième journée consécutive au dessus de 50 dollars le baril, lit-on dans un communiqué de l'OPEP. Le 1er mai, le panier a gagné 0,05 dollar, à 50,41 dollars, contre 50,36 dollars la veille. Le pétrole avait dépassé les 50 dollars le 17 avril pour la dernière fois. Le baril avait culminé à 140,73 dollars le 3 juillet 2008, avant de connaître une chute fulgurante sur fond de crise financière mondiale. En 2008, le coût moyen du brut s'est élevé à 94,45 dollars. Il coûtait en moyenne 41,52 dollars en janvier et 41,35 dollars en février 2009. En mars 2008, le panier pétrolier a été élargi à 12 types de pétrole grâce à l'Équateur. Le prix du panier de référence comprend désormais les bruts: Saharan Blend (Algérie), Girassol (Angola), Oriente (Equateur), Minas (Indonésie), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es Sider (Lybie), Bonny Light (Nigeria), Qatar Marine (Qatar), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (Emirats Arabes Unis) et BCF 17 (Venezuela).

MARCHES DES CHANGES

Depuis hier, la livre sterling s'affiche en grande forme sur le marché des changes, les investisseurs reprenant goût pour le risque outre atlantique. Ainsi, au début des échanges européens, la devise britannique a touché un plus haut de près de quatre mois face au dollar, s'inscrivant à 1,5096 dollar pour une livre. De son côté, la monnaie unique européenne s'affichait en léger repli sur le marché des changes, les investisseurs attendant en fait impatientement la journée de jeudi. Celle ci devrait être cruciale à maints égards. En effet, la Banque Centrale Européenne devrait de nouveau baisser son principal taux directeur, portant le loyer de l'argent dans la zone euro à 1%. Pour autant, le débat qui a agité les membres du Conseil des gouverneurs il y a quelques semaines n'est pas clos, à moins que Jean Claude Trichet ne vienne mettre un terme aux hostilités. Il devrait par ailleurs annoncer des mesures d'assouplissement quantitatif destinées à relancer le crédit dans la zone euro alors que la Commission Européenne a rappelé hier que l'année en cours devrait être particulièrement difficile pour les pays membres de l'euroland. Enfin, les investisseurs du marché des changes guettent avec impatience les résultats du test de résistance conduit par le Trésor américain. Des fuites ont déjà lieu dans la presse américaine et d'après celle ci, sur les 19 établissements concernés, près d'une dizaine devrait être conduits à lever des fonds dans les prochaines semaines afin de pouvoir affronter la crise du secteur de l'immobilier et la montée du chômage outre atlantique. La publication de ces résultats devraient de toute évidence donner une

direction au marché alors que les devises jugées à risque ont profité depuis plusieurs séances du sentiment de sortie de crise qui dominait sur les places financières.

SOUS LA DIRECTION DE J. RADEGONDE

CULTURE

SOCIETE POST ESCLAVAGISTE ET MANAGEMENT ENDOGENE

PATRICIA BRAFLAN- TROBO, EDITION L 'HARMATTAN

D'où vient ce récurrent et encore irrésolu « Nèg pé pa dirijé nèg » ? Quelles sont l'origine et les causes de cette défiance et de cette méfiance sur la capacité managériale des afro descendants et indo descendants au sein de nos organisations ? Ces deux questions importantes sont au coeur de l'ouvrage. L'auteur tente de comprendre les comportements sociaux à l'intérieur du monde du travail en Guadeloupe. De la société de plantation esclavagiste et coloniale jusqu'aux organisations actuelles, l'auteure nous permet de caractériser quelques maux de la complexe construction humaine et sociale de la Guadeloupe. Ce sont 4 siècles d'infériorisation et de réification de l'homme noir qui sont ainsi analysés afin de donner de nouvelles clés pour aborder notre histoire plus sereinement. Le « nèg pé pa dirijé nèg » qui résume le déni d'humanité et de modernité de l'homme noir représente l'un des indicateurs d'une société où malgré la départementalisation les rapports sociaux sont restés identiques. L'invalidation permanente des compétences des Guadeloupéens d'origine africaine ou indienne aux postes de responsabilités est le fruit d'une histoire largement partagée par les classes dirigeantes et les classes populaires. Selon Patricia Trobo-Braflan, les théories de management occidentales ne peuvent pas répondre aux problématiques de nos entreprises dont l'histoire sociale amalgame ou fusionne souvent les problèmes de race et de classe. Le « management endogène proposé est en fait la promotion de l'Homme guadeloupéen et la reconnaissance de sa valeur humaine. **A LIRE POUR MIEUX COMPRENDRE.**

L'ASSOCIATION MENAIBUC CARAIBES ORGANISE AU MOIS DE MAI EN GUADELOUPE UNE SÉRIE DE CONFÉRENCES AVEC JEAN-PHILIPPE OMOTUNDE

Le programme:

Lundi 18 Mai 2009 – 19 h

Lakasa rue Thomas Edison Baie Mahault

L'originalité des valeurs civilisationnelles du monde noir face aux revendications du « LKP »

Samedi 23 Mai 2009 – 10h à 14 h

Espace Kamoze 76. Rue Wilson Moule
Echange/rencontre avec JP Omotunde autour de » la Kamitane » la spiritualité de
L’Egypte ancienne

Samedi 23 Mai 2009 – 19 h
Médiathèque du Lamentin
Histoire de l’Esclavage

Dimanche 24 Mai 2009 – 9 h à 14 h
Amphi 1 (Saint-Ruff), Faculté des Sciences Exactes et Naturelles de
Fouillole.
En haut du morne.
Réservation

Initiation à l’écriture hiéroglyphique « Medou Neter »
obligatoire 15 €

Lundi 25 Mai 2009 – 19 h
Salle Théodore Faustin – Boisripeaux Abymes
Dédommagements des colons Beke en 1848 et réparations aux descendants
d’esclaves.

Mardi 26 Mai 2009 – 19 h
Salle polyvalente – Saint François Bourg
Origine africaine des fondements de la « culture européenne »

LA REDACTION

DROIT EN GUADELOUPE ET DROIT GUADELOUPEEN

LA COUR DE CASSATION ET LE PRINCIPE A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL

La Cour de cassation a rappelé, jeudi dernier, l'application du principe « à travail égal, salaire égal » en matière de primes et de gratifications. Le juge suprême devait examiner une affaire concernant un salarié qui s'était vu supprimer progressivement ses primes. Embauché par la société Nobel depuis 1993, l'intéressé avait vu sa rémunération globale, à peu près équivalente à celle de ses collègues, diminuer fortement au fil des années. Elles passaient de 1 100 000 francs en 1999, à 950 000 francs en 2000 puis 600 000 francs à 2002. Ses deux

collègues ont vu leur rémunération évoluer en sens inverses : 1 220 000 F et 1 190 000 F, en 1999, 1 520 000 F et 1 530 000 F en 2000, 1 630 000 F et 1 530 000 F en 2001. Par la suite, il a été licencié pour insuffisance professionnelle. Cette différence de rémunération correspondait à la suppression progressive des primes et gratification qu'il bénéficiait jusqu'alors. Le salarié a saisi la justice prud'homale et s'est vu débouté par la cour d'appel de Paris en 2006. Celle-ci a notamment retenu, « par motifs propres et adoptés, que le caractère discrétionnaire de la prime ou bonus étant effectif, il est vain de chercher à appliquer le principe « à travail égal, salaire égal ». Elle s'appuie, en outre, que l'intéressé « n'allègue ni ne démontre que l'employeur ait assorti son versement de conditions précises et vérifiables, notamment quant à des résultats de la société Nobel ou de l'intéressé, en l'absence de dispositions contractuelles ou de preuve de l'existence d'un engagement unilatéral ou d'un usage en ce sens (...) il s'ensuit que la prime litigieuse avait le caractère d'une gratification laissée en conséquence à la libre appréciation de l'employeur. » S'étant pourvu en cassation, les Hauts magistrats ont rappelé l'étendue du principe « à travail égal, salaire égal ». Dans un considérant de principe, la Cour énonce « qu'il appartient à l'employeur d'établir que la différence de rémunération constatée entre des salariés effectuant un même travail ou un travail de valeur égale, est justifiée par des éléments objectifs et pertinents que le juge contrôle ». Le juge de cassation a, par la suite, censuré l'arrêt en question, jugeant que « l'employeur ne peut opposer son pouvoir discrétionnaire pour se soustraire à son obligation de justifier de façon objective et pertinente, une différence de rémunération ». Cette arrêt démontre toute l'étendue du principe « à travail égal, salaire égal », renversant ainsi la charge de la preuve. Il incombe à l'employeur d'établir l'absence de discrimination. L'affaire a donc été renvoyée devant la Cour d'appel de Versailles.

LA COUR DE CASSATION JUGE DISCRIMINATOIRE LES COMPLEMENTS DE SALAIRES A LA POSTE

La Cour de cassation a rendu un arrêt très important en matière de complément de salaires. L'Assemblée plénière devait se pencher sur le « complément poste » instauré au sein de l'établissement public La Poste. Cet établissement gère du personnel appartenant à différents statuts : les fonctionnaires et les salariés de droit privé. En 1993, son conseil d'administration avait décidé de regrouper l'ensemble des primes des fonctionnaires en un complément indemnitaire unique mensualisé payés aux fonctionnaires. En 1995, ce dispositif a été étendu aux personnels de droit privé. Fixé selon une base prédéfinie pour les fonctionnaires, le complément était déterminé, pour les salariés, en fonction des négociations salariales avec les syndicats. Ceci avait pour effet de verser des montants inférieurs aux personnels de droit privé. La situation a perduré jusqu'en 2003. Plusieurs de ces salariés ont contesté ce mode de calcul « soutenant que La Poste n'avait pas respecté les dispositions de la délibération du conseil d'administration du 25 janvier 1995 ». Ayant porté l'affaire devant la justice prud'homale, ils ont obtenu gain de cause devant la Cour d'appel de Lyon, le 25 février 2005. La Poste s'est donc pourvue en cassation et obtient gain de cause le 21 décembre 1996. Selon sa chambre sociale, « les agents contractuels dont la rémunération résultait de négociations salariales annuelles dans le cadre d'une convention collective ne

se trouvaient pas dans une situation identique à celles des fonctionnaires avec lesquels ils revendiquaient une égalité de traitement ». Cette doctrine légalisait certaines différences de traitement au sein d'un établissement employant des personnes sous différents régimes. Saisie du dossier, la Cour de renvoi de Grenoble a confirmé la décision de son homologue de Lyon, s'opposant à la jurisprudence de la Cour de cassation. Un nouveau pourvoi a été introduit par La Poste laquelle contestait la compétence des juges judiciaires. L'opérateur public contestait la décision du juge d'appel écartant plusieurs décisions de la Poste. Selon elle, il n'appartenait pas au juge judiciaire d'apprécier la légalité d'un acte administratif. Il revenait à la Haute juridiction de se prononcer en assemblée plénière. L'exception d'incompétence a été rejetée : « le moyen qui, au soutien d'un pourvoi sur un arrêt rendu sur renvoi après cassation, tend à soulever l'incompétence de la juridiction judiciaire pour statuer sur le litige, est irrecevable ». Contrairement aux conclusions de son rapporteur général, l'Assemblée plénière est revenue sur sa jurisprudence, confirmant ainsi la position grenobloise. Il a donc été jugé que « si celui qui emploie à la fois des fonctionnaires et agents de droit public et des agents de droit privé est fondé à justifier une différence de rémunération entre ces catégories de personnels dont la rémunération de base et certains éléments sont calculés, en fonction pour les premiers, de règles de droit public et, pour les seconds, de dispositions conventionnelles de droit privé, il en va autrement s'agissant d'un complément de rémunération fixé, par décision de l'employeur applicable à l'ensemble du personnel sur le critère de la fonction ou du poste de travail occupé ». Selon les magistrats, c'est donc à bon droit que la cour d'appel avait relevé que ce complément, issu du regroupement des primes non spécifiques à la Fonction publique, avait été étendu à l'ensemble des personnels. En outre, cette rémunération « était défini non par référence aux catégories juridiques mais comme venant rétribuer le niveau de la fonction et la maîtrise du poste ». La cour d'appel de Grenoble, a donc retenu, à bon droit « que La Poste ne fournissait pas d'explication sur le niveau annuel inférieur du "complément poste" servi à celui-ci, ce dont il résultait que la différence de traitement pour la période se situant entre 1998 et 2003 n'était justifiée par aucune raison objective pertinente ». Fort de cette constatation, elle a décidé que le principe « à travail égal salaire égal » avait été méconnu. Le pourvoi de La Poste a donc été rejeté.

SOUS LA DIRECTION DE MYRIAM ELUTHER

LA NATION

FONDEÉ LE 21
FÉVRIER
2005.

FONDATEUR :
CONVENTION
POUR UNE
GUADELOUPE
NOUVELLE.

ADMINISTRATION :
22 BIS RUE
ALEXANDRE ISAAC
POINTE A PITRE ;
MAIL :
LANATION@WANADOO.FR ;

DIRECTEUR DE LA
REDACTION
/REDACTEUR EN CHEF :
JEAN-PAUL
ELUTHER

RÉDACTION :

J. CUVELIER ; PAUL
NOIRTE ; J. RADEGONDE ;
A. JEREMY ; FÉLIX
VALENTIN ; M. ELUTHER ;
AYASSAMY JOSE .

**FAITES
CONNAITRE LA
NATION EN LA
DIFFUSANT.**

**NOUS AVONS TRANSMIS
25.000 EXEMPLAIRES DE
CE NUMÉRO.**

**VOTRE POINT DE VUE
NOUS INTERESSE ; FAITES
NOUS LE CONNAITRE EN
NOUS ÉCRIVANT.**